# DOCUMENTS

# MODULE N°2: TABLEAU DU MONDE EN 1939

# SOUS-MODULE N°1 ET 2: L'AFFAIBLISSEMENT DE L'EUROPE
# LE BOULEVERSEMENT GEOPOLITIQUE DU MONDE

# CHAPITRES 1 ET 2

Transparent 2

# L'Europe vers 1923




© Hatier - **Histoire Géographie**

Transparent 2

# L'Europe vers 1923

Après le conflit armé sans précédent qu'a été la Grande Guerre, le rétablissement de la paix pose d'innombrables problèmes. Les traités de paix doivent régler les problèmes territoriaux, nombreux en Europe centrale et orientale, du fait des nombreuses nationalités en présence. Les frontières des États européens sont profondément modifiées, donnant naissance à une Europe nouvelle, critiquée dès sa naissance et accusée de porter les germes de la Seconde Guerre mondiale.

## ■ DE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX AUX TRAITÉS DE PAIX

• La Conférence de la paix **se tient à Paris de janvier à juin 1919**, réunissant vingt-cinq nations alliées, quatre dominions britanniques et les États-Unis qui doivent préparer les traités avant de les soumettre aux vaincus qui ne participent pas aux discussions. La Russie de Lénine n'est pas conviée non plus pour des raisons politiques. Les séances plénières réunissent tous les délégués, mais **les véritables débats ont lieu au sein d'un conseil de dix, puis de quatre membres réunissant les « quatre grands»** dont les délégations sont présidées par les chefs de gouvernement : **la France** (Georges Clemenceau), **le Royaume-Uni** (Lloyd George), **l'Italie** (Orlando) **et les États-Unis** (Wilson fait le déplacement à la surprise générale : c'est la première fois qu'un Président en exercice vient en Europe). À ces organes de décision s'ajoutent des organes d'études, composés d'experts.

• Au cours des discussions, on assiste à une opposition entre les thèses françaises et américaines : **Clemenceau**, voulant assurer la sécurité durable de la France, **est favorable à un affaiblissement de l'Allemagne** (détachement de la Rhénanie et de la Sarre...), alors que **Wilson s'y oppose**, de même qu'il contrecarre les ambitions italiennes en bordure de l'Adriatique qui se feraient au détriment des Yougoslaves.

• **Le plus important des traités concerne l'Allemagne, il est signé le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du château de Versailles**, suivi par la signature des traités de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (19 septembre 1919), de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), de Trianon avec la Hongrie (2 juin 1920) et de Sèvres avec la Turquie (10 août 1920, mais il est éphémère).

## ■ L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ALLEMAGNE

• L'Allemagne est durablement touchée par les clauses du traité de Versailles : elle ne garde qu'une armée de 100 000 hommes ; déclarée responsable de la guerre, **elle est condamnée à payer de lourdes réparations surtout à la France et au Royaume-Uni (évaluées à 132 milliards de marks-or en 1921).**

• **En outre, elle perd ses colonies et 1/7e de son territoire avec 1/10e de sa population :**

– **l'Alsace-Lorraine**, gagnée en 1871, est « restituée» à la France à dater de l'armistice, et des cérémonies marquent dès novembre 1918 le retour des « provinces perdues» ;

– **le Sud de la Sarre**, avec Sarrelouis et Sarrebruck, ainsi que la région des mines de charbon sont détachées de l'Allemagne pour quinze ans, délai au bout duquel les habitants décideront par un plébiscite à quel pays la Sarre doit appartenir. En attendant, il est administré par la SDN, alors que la France exploite le charbon à titre de réparation;

– **le Slesvig** est partagé entre le Danemark et l'Allemagne après un référendum ;

– **l'accès de la Pologne à la mer** est ménagé par un « corridor» qui sépare la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne. Cette humiliation est aggravée par le fait que la ville hanséatique de **Dantzig** devient une « ville libre» administrée par la SDN ;

– **le port de Memel** en Prusse-Orientale est constitué en ville libre, mais la Lituanie en prend possession par un coup de force en 1923, qui est entériné par la SDN ;

– **la Haute-Silésie**, minière et industrielle, où la population est mixte, polonaise et allemande, est soumise à un plébiscite remporté par l'Allemagne. Mais des troubles graves s'ensuivent, à cause de soupçons de tricheries, si bien que le territoire est partagé entre les deux pays par la SDN.

• De toutes ces pertes, **la plus grave aux yeux des Allemands était le corridor de Dantzig qui séparait l'Allemagne en deux,** ce qui devint une source continuelle de conflits, relayés par les mouvements nationalistes allemands, puis **déclencheurs de la Seconde Guerre mondiale.**

## L'EUROPE CENTRALE

• La dislocation de l'Autriche-Hongrie est l'une des conséquences les plus importantes pour l'équilibre européen. En application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une constellation de petits États sont créés, constituant un bel aboutissement pour les mouvements nationaux. Cependant, ces nouveaux États ne peuvent équilibrer la puissance allemande en Europe centrale car ils sont affaiblis par la guerre et souvent mécontents de leurs frontières.

• **L'Autriche** a perdu tous ses territoires non allemands et est réduite à un petit État de 84 000 km², peuplé de 6,5 millions d'habitants, dont un quart habitent Vienne, capitale prestigieuse mais disproportionnée. Par ailleurs, les traités de paix interdisent l'« Anschluss » avec l'Allemagne.

• **La Hongrie** est réduite à 92 000 km², peuplée de 8 millions d'habitants. De nombreux Magyars constituent des minorités nationales dans les pays voisins.

• **La Tchécoslovaquie** réunit l'ancien royaume de Bohême, plus industriel, avec la Slovaquie et la Ruthénie plus agricoles. Cette opposition et la difficulté à défendre les frontières poussent les Tchécoslovaques à placer beaucoup d'espoirs dans la SDN.

• **La Roumanie,** alliée malheureuse de l'Entente, est récompensée par des gains territoriaux (Transylvanie aux dépens de la Hongrie, Bessarabie aux dépens de la Russie...).

• **La Yougoslavie** (officiellement « royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») réunit autour de la petite Serbie des peuples divers par les langues et les religions (Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et une grande partie de la Slovénie).

• **La Pologne** renaît avec un accès à la mer par le couloir de Dantzig et la restitution de la Posnanie par l'Allemagne, mais il faut une guerre pour régler la question de sa frontière orientale avec la Russie soviétique.

## L'EUROPE DU SUD-EST

• **La Bulgarie,** pays vaincu, doit céder des territoires à la Roumanie et à la Grèce.

• **L'Albanie** garde ses frontières de 1913 (les Italiens étaient pourtant très favorables à un démembrement).

• **La Grèce** garde la Thrace et la côte d'Asie mineure où les populations grecques sont nombreuses.

• **La Turquie** ne garde en Europe que Constantinople et les détroits. Elle perd ses possessions arabes qui sont confiées sous la forme de mandats de la SDN au Royaume-Uni (Palestine, Transjordanie, Irak) et à la France (Syrie, Liban). Mais la Turquie refuse le traité et, à la suite d'une guerre, obtient **en 1923** par le **traité de Lausanne** toute l'Asie mineure et la Thrace orientale qui étaient revenues à la Grèce.

## LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'ITALIE

• La guerre avait permis à l'Italie d'occuper les territoires que les Alliés lui avaient promis lors de son entrée en guerre à leurs côtés en 1915, notamment le Trentin et la Dalmatie. Mais le président Wilson, qui n'a pas signé le traité de Londres où ces promesses étaient consignées, est un fervent partisan du principe des nationalités, ce qui l'amène à défendre les **revendications des Slaves du Sud.**

• Le **Trentin** est annexé jusqu'au col du Brenner, ainsi que **l'Istrie avec Trieste,** alors que la Yougoslavie garde la Dalmatie (sauf Zara). À *Fiume,* l'écrivain ultranationaliste Gabriele D'Annunzio s'empare du pouvoir avec une troupe de volontaires (les « arditi ») pendant un an ; la ville évacuée devient « ville libre », puis l'Italie l'annexe en 1924.

## LES FRONTIÈRES DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

• La Russie est exclue de la Conférence de la paix pour avoir signé une paix séparée avec l'Allemagne à Brest-Litovsk. Elle doit signer des traités bilatéraux avec ses voisins, établissant de nouvelles frontières en retrait par rapport à celle de la Russie tsariste :

– au nord-ouest, après des guerres civiles confuses, des traités bilatéraux reconnaissent l'indépendance de l'Estonie, de la Lituanie et de la Finlande en 1920 ;

– à l'ouest, la guerre russo-polonaise se termine par le traité de Riga en 1921 qui établit une frontière avantageuse pour les Polonais à 150 km à l'est de la ligne établie par les Alliés en 1919. De nombreux Ukrainiens et Biélorussses passent ainsi sous la souveraineté polonaise.

■ **En conclusion**, on peut dire que si les traités ont consacré la suprématie des vainqueurs, ils ont laissé de nombreux problèmes en suspens. On a vu apparaître la division des vainqueurs chargés de bâtir une paix durable, ce qui augure mal du fonctionnement de la future SDN. Les traités opposent également les pays satisfaits (France, Royaume-Uni) aux pays mécontents qui demandent une révision des traités. Pour les vainqueurs, il s'agissait moins de bâtir un nouvel ordre européen que de « gagner la paix » en imposant sa volonté aux vaincus avec beaucoup d'illusions sur l'avenir.

## POUR ALLER PLUS LOIN


– A. Carol, J. Garrigues, M. Ivernel, « Première Guerre mondiale (bilan) » et « Relations internationales (années 20) » in *Précis d'histoire du XX^e siècle*, Hatier, coll. « Initial », 1997.

– P. Renouvin, *Le Traité de Versailles*, Flammarion, 1969.

– R. Girault, R. Frank, *Histoire des relations internationales contemporaines. 2, Turbulente Europe et nouveaux mondes (1914-1941)*, Armand Colin, 1998.

– M. Foucher (s.d.), *Fragments d'Europe : atlas d'Europe centrale et orientale*, Fayard, 1993.

(3)

# FÉLIX DZERJINSKI ET LES ORIGINES DU KGB

par Nicolas Werth

***La Tcheka, fameuse police politique du nouvel Etat soviétique, ancêtre du KGB, a été créée dès la fin de l'année 1917. Son maître d'œuvre : Félix Dzerjinski, un aristocrate polonais, fervent communiste. Les archives soviétiques nous permettent, aujourd'hui, de mieux cerner la personnalité de celui qui fut l'âme d'une véritable Terreur, dont les victimes se comptent par millions. Le 22 août 1991, après le putsch manqué des dignitaires, c'est lui qui fut déboulonné par des milliers de Moscovites.***






*La statue de Dzerjinski, à Moscou, fut la première à être déboulonnée en août 1991. Page de gauche, portrait de Félix Dzerjinski (cl. SIPA-PRESS et J.-L. Charmet).*

Depuis quelque temps, une nouvelle espèce de cimetières a fait son apparition à Moscou : ceux des ex-grands hommes soviétiques. A Krymskii Val, dans une de ces « poubelles de l'histoire », Dzerjinski domine, du haut de ses neuf mètres, Kalinine[1], assis, l'air désabusé, dans son fauteuil de fonte ; un Staline ébréché, en marbre rouge, gît à quelques mètres de là ; une tête monumentale de Lénine, recouverte de graffitis injurieux, traîne à côté d'une chaussure ayant appartenu au « Petit père des peuples »...

22 août 1991 : le putsch a fait long feu. Dans l'enthousiasme, plusieurs dizaines de milliers de Moscovites décident de se rendre place de la Loubianka, devant le siège du KGB, pour régler son compte au fondateur de la Tcheka, cet ancêtre du KGB *(cf. repères chronologiques, p. 33)*, Félix Dzerjinski, devenu le symbole d'un régime totalitaire que l'on vient d'abattre pour toujours. *« Félix de Fer »* n'a pas été déboulonné sans mal. Il aura fallu attendre jusqu'à la nuit avant de trouver l'engin et les filins adéquats pour soulever les quatorze tonnes de fonte creuse de la statue monumentale.

Il n'est pas si loin, pourtant, le temps (c'était en 1986) où sortait la cent vingt-sixième biographie consacrée au *Chevalier de la révolution*. En soixante ans (Dzerjinski est mort en 1926), quarante millions d'exemplaires d'une hagiographie destinée à l'édification des humbles et des enfants ont retracé l'itinéraire exemplaire du *« premier tchékiste »*, de *« l'ami des enfants »*, de celui qui trouvait le temps d'organiser des orphelinats pour petits vagabonds et qui écrivait à sa sœur ces phrases si souvent citées : *« Je ne sais pas pourquoi, mais j'aime les enfants plus que personne. Jamais je ne pourrai autant aimer une femme et je pense que mes propres enfants, je ne les aimerai pas autant que ceux des autres. »* Durant soixante ans, Dzerjinski fut l'objet d'un véritable culte officiel et un des plus hauts modèles moraux de la société soviétique.

Ce culte de Dzerjinski connut son apogée à l'époque brejnévienne : après que le Parti eut reconnu les *« bavures »* de la police politique au temps du « culte de la personnalité », il fallait réhabiliter et légitimer les « organes », et démontrer que la Tcheka avait été *« une organisation modèle, guidée par le principe léniniste de légalité révolutionnaire et par l'esprit humaniste du socialisme »*. Dzerjinski est alors représenté sous les traits du justicier incorruptible au service des intérêts supérieurs du Parti, doublé d'un détective de premier plan, démasquant les innombrables *« complots monarchistes »* qui ont pour nom *« l'affaire du Centre tactique »*, *« le complot du Centre national »*, etc. La terreur ne pouvait être qu'une « bonne » terreur. Aujourd'hui, avec l'ouverture des archives de l'ex-URSS, on commence à mieux comprendre le rôle joué par la Tcheka durant les années cruciales de formation du régime soviétique, à mieux saisir aussi la continuité entre la terreur sous Lénine et la terreur stalinienne.

Fin novembre 1917 : les bolcheviks ont pris le pouvoir depuis quelques semaines. La presse *« bourgeoise »* est interdite ; les partis socialistes non bolcheviks sont évincés du pouvoir ; seuls les socialistes révolutionnaires (SR) de gauche *(cf. encadré « Les partis d'opposition aux bolcheviks », p. 36)* ont obtenu un « strapontin » gouvernemental. Les membres du parti cadet, le grand parti libéral, viennent d'être déclarés *« ennemis du peuple »*.

## LES PÉRÉGRINATIONS D'UN PRISONNIER POLITIQUE

Le premier moment de surprise passé, la résistance s'organise : cheminots, en majorité mencheviks *(cf. encadré « Les partis d'opposition aux bolcheviks », p. 36)*, mais surtout fonctionnaires et employés, se mettent en grève, paralysant le fonctionnement des institutions. Début décembre, Lénine décide de trouver d'urgence *« un Fouquier-Tinville, qui nous matera toute cette racaille contre-révolutionnaire »*. La question est débattue au Conseil des commissaires du peuple. Le 6 décembre, le choix d'un *« solide jacobin prolétarien »*, selon l'expression de Boukharine, se porte unanimement sur Félix Dzerjinski. Il est chargé d'élaborer pour le lendemain un texte *« instituant une commission spéciale pour combattre avec la plus grande énergie révolutionnaire la grève générale des fonctionnaires »*. *« De nous tous,* expliqua Lénine à Bontch-Bruevitch, son secrétaire, *c'est Félix qui a passé le plus de temps dans les geôles tsaristes et qui s'est le plus frotté à l'Okhrana* [la police politique tsariste]. *Il connaît son affaire et a des comptes à régler avec ces messieurs de l'ancien régime ! »*

A quarante ans, Dzerjinski est en effet un révolutionnaire auréolé de ses onze ans de déportation et de prison. Né en 1877 dans une famille de la petite noblesse polonaise de la province de Vilno, Félix fut, jusqu'à l'âge de seize ans, un fervent catholique et se destinait à entrer dans les ordres. A son frère aîné Casimir, incroyant, qui lui demandait comment il se représentait Dieu, il répondit : *« Dieu est dans mon cœur, et si un jour je devais en arriver à la conclusion que Dieu n'existe pas, je me tirerais une balle dans la tête. Je ne peux pas vivre sans foi ! »*

Il perd cependant la foi, et son tempérament exalté le pousse vers la politique. Il adhère en 1895 au petit parti social-démocrate de Lituanie, qui vient d'être créé, quitte le lycée *« afin d'être plus proche des masses et de s'éduquer à leur contact »*. Il rompt avec son milieu familial, s'installe, pour porter la bonne parole, dans les faubourgs ouvriers de Vilno, puis de Kovno, peuplés en majorité d'artisans juifs.

Ce Polonais de bonne famille fait preuve d'un authentique anticonformisme social : il se lie d'amitié avec des militants juifs et se lance dans l'étude du yiddish. Reniant son éducation, il devient, selon ses propres paroles, *« un ennemi acharné de toute forme de nationalisme, surtout polonais »*. Entre le socialisme nationaliste du parti socialiste polonais et le socialisme internationaliste du parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie, dirigé par Rosa Luxemburg et Leo Jogishes, il choisit sans hésiter le second. Enfin, après un an de militantisme, il est arrêté, en juillet 1897, par l'Okhrana, *« sur la dénonciation d'un jeune ouvrier séduit par les dix roubles que lui offraient les gendarmes »*. Les circonstances de cette arrestation – le révolutionnaire trahi par ceux-là mêmes qu'il voulait sauver – ne font que conforter Dzerjinski dans son rôle de martyr *« allant au peuple pour le sauver de lui-même »*.

Vingt ans durant (1897-1917), Dzerjinski allait connaître la vie du « révolutionnaire professionnel », avec son alternance d'arrestations, d'emprisonnements, d'exils, d'évasions, d'activités clandestines. Une vie qui fit de lui l'un de ces marginaux se considérant volontiers comme des citoyens d'une république à part, ne connaissant que leurs propres lois, leur code de l'honneur, leurs rites, leurs assemblées, leurs grades, ayant leurs renégats et leurs exclus, tous marqués du signe de leur idéologie, obsédés par le souci de démasquer les agents doubles infiltrés dans leur milieu.

avril 1906, à Stockholm, au IV[e] congrès du parti ouvrier social-démocrate russe. Il y rencontre pour la première fois Lénine, adhère au courant bolchevik et entre au Comité central du Parti en tant que représentant de la social-démocratie de Pologne et Lituanie.

Quatrième arrestation en 1908, nouvel exil, nouvelle évasion, puis vie d'errance entre Capri, où il est l'hôte de Maxime Gorki, la Suisse, Paris, Bruxelles, Berlin, Varsovie, Lodz, Cracovie... Durant ces années de reflux révolutionnaire et de schismes, Dzerjinski se retrouve dans une position politique délicate. Une scission au sein du Parti

sérieux doutes sur ses capacités à penser le marxisme. Cette fois, Dzerjinski passe quatre ans et demi en prison. Il n'en sort qu'en mars 1917, libéré par la révolution de février. Son adhésion au bolchevisme et, plus précisément, au léninisme, est alors totale. En août 1917, il est élu au Comité central. Dans les mois qui précèdent l'insurrection d'octobre, il apporte son appui à Lénine, minoritaire au sein de son parti.

Quelques jours avant l'insurrection, il est nommé, ainsi que quatre autres dirigeants bolcheviks, à la tête d'un Centre militaire révolutionnaire chargé, avec le Comité militaire révolutionnaire de Pe-

## REPÈRES CHRONOLOGIQUES

**1917**

**MARS : grèves et manifestations à Petrograd. Création d'un gouvernement provisoire et abdication du tsar. Le soviet des ouvriers et des soldats de Petrograd exerce une pression constante sur le gouvernement.**

**AVRIL : Lénine arrive à Petrograd.**

**JUILLET : le gouvernement provisoire lance des mandats d'arrêt contre les dirigeants bolcheviks. Lénine doit se réfugier en Finlande.**

**SEPTEMBRE : après l'échec du coup d'État militaire de Kornilov, Kerenski, chef du gouvernement provisoire, proclame la république.**

**6-7 NOVEMBRE (24-25 octobre selon le calendrier orthodoxe en vigueur) : les bolcheviks investissent la ville de Petrograd. Lénine proclame que le gouvernement appartient aux soviets. La révolution s'étend à la plus grande partie de la Russie.**

**NOVEMBRE-DÉCEMBRE : grève générale des fonctionnaires contre le nouveau régime bolchevik.**

**7 DÉCEMBRE : création de la Tcheka.**

**1918**

**6 JANVIER : les bolcheviks dispersent l'assemblée constituante, à majorité SR et menchevik, qui s'était réunie la veille pour la première fois. Les SR de gauche approuvent.**

**3 MARS : signature du traité de paix de Brest-Litovsk entre la Russie et les puissances centrales. Vives discussions au sein du parti bolchevik, où Lénine, partisan de la paix avec l'Allemagne pour consolider le régime bolchevik, ne l'emporte qu'à une faible majorité. Les SR de gauche, hostiles à ce traité, quittent le gouvernement, mais restent au collège de la Tcheka.**

**La guerre civile s'intensifie entre l'Armée Rouge et les « blancs ».**

**13 MAI : décret attribuant des pouvoirs très étendus au commissariat du peuple au Ravitaillement. Début du « communisme de guerre ».**

**14 JUIN : le Comité exécutif central des soviets exclut de tous les soviets les SR de droite et les mencheviks.**

**6 JUILLET : assassinat de von Mirbach, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, par Bliumkine, tchekiste, SR de gauche.**

**7 JUILLET : tentative de coup d'État des SR de gauche.**

**30 AOUT : tentative d'attentat contre Lénine.**

**SEPTEMBRE-DÉCEMBRE : « Terreur rouge ».**

**1919**

**MARS : Dzerjinski cumule les fonctions de président de la Tcheka et de commissaire du peuple à l'Intérieur.**

**1920**

**La guerre civile prend fin avec la victoire complète du régime soviétique.**

**1922**

**FÉVRIER : la Tcheka devient le GPU.**

**1924**

**21 JANVIER : mort de Lénine.**

**Formation de la « troïka » qui réunit Staline, Zinoviev et Kamenev.**

**Dzerjinski est nommé à la direction du Conseil économique suprême.**

**1926**

**JUILLET : mort de Dzerjinski.**

**1927**

**Trotski est exclu du Politburo. Ayant éliminé son principal adversaire, Staline concentre tous les pouvoirs.**

Un an à la prison de Kovno, trois ans de relégation administrative dans la province de Viatka, quelques mois à travailler dans une fabrique de tabac, cinq mois de liberté, puis deux ans d'emprisonnement, la déportation en Sibérie, d'où il s'évade à peine arrivé ; enfin, trois années de liberté et de travail clandestin à Berlin, à Munich, en Suisse et en Pologne... Lorsqu'il est arrêté pour la troisième fois, en juillet 1905, Dzerjinski est devenu un des principaux dirigeants du parti social-démocrate de Pologne et Lituanie (SDKPIL). Libéré après l'amnistie d'octobre 1905, il participe, en

polonais révèle l'animosité de Rosa Luxemburg envers Lénine. Partagé entre sa loyauté et ses sympathies, Dzerjinski tâche de soutenir les bolcheviks dans les affaires russes, tout en les combattant, au côté de Rosa Luxemburg, dans les affaires polonaises. Une cinquième arrestation, en 1912, lui épargne le choix déchirant de prendre position pour l'un ou l'autre de ses maîtres à penser. Ceux-ci garderont d'ailleurs, tous deux, une vive sympathie pour ce militant dont ils saluent le courage physique, l'indéniable talent d'organisateur, la *« volonté de fer »*, tout en exprimant de

trograd, de mobiliser les militants, d'entrer en contact avec les comités de quartier et les unités militaires de la capitale. Il y joue un rôle important en tant que commandant du Smolny, état-major et centre nerveux du coup d'État. Il est notamment responsable de la prise de la poste et du télégraphe. Les jours suivants, il s'affirme comme un spécialiste incontesté des questions de sécurité.

Le 7 décembre, Dzerjinski présente donc au Conseil des commissaires du peuple son projet d'organe révolutionnaire chargé d'éliminer les oppositions :

*« Ne pensez pas, camarades, que je recherche une forme de justice révolutionnaire. Nous n'avons que faire de "justice" ! Nous sommes à la guerre, sur le front le plus cruel, car l'ennemi s'avance masqué, et c'est une lutte à mort ! Je propose, j'exige la création d'un organe qui réglera, de manière révolutionnaire, expéditive, authentiquement bolchevique, leur compte aux contre-révolutionnaires. »*

L'organe s'appellera Commission extraordinaire panrusse (VCK ou Tcheka en abrégé) de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage. Vaste programme ! En fait, à la lecture du compte rendu de la séance, il apparaît que les compétences initialement dévolues à la Tcheka sont étroitement circonscrites : la Commission se borne *« à une enquête préliminaire avant de déférer les personnes appréhendées devant un tribunal révolutionnaire »*. Quant à ses pouvoirs répressifs, ils se limitent à *« la confiscation des biens, l'expulsion du domicile, la privation des cartes de rationnement, la publication de listes d'ennemis du peuple »*. Comment interpréter la discordance entre le discours offensif de Dzerjinski et la modestie des attributions conférées à la Tcheka ?

Les bolcheviks sont sur le point de conclure un accord avec les SR de gauche (qui entreront le 12 décembre au gouvernement), afin de rompre leur isolement politique à un moment où il leur faut affronter la question de la convocation de l'Assemblée constituante, où ils sont minoritaires. Aussi adoptent-ils un profil bas. Lénine, qui a toujours dénoncé l'existence d'une police politique au service de la classe dominante, ne souhaite pas être soupçonné d'en créer une au service des bolcheviks.

Aucun décret annonçant la création de la Tcheka ne sera donc publié. Commission « extraordinaire », c'est-à-dire provisoire, la Tcheka existera et agira le plus souvent sans la moindre base légale. Dzerjinski, qui souhaite, comme Lénine, avoir les mains libres, aura cette phrase admirable : *« C'est la vie même qui dicte sa voie à la Tcheka. »* La vie, c'est-à-dire la *« terreur révolutionnaire des masses »*, la violence de la rue que Lénine, conscient de la faiblesse des bolcheviks, encourage alors vivement, oubliant momentanément sa profonde méfiance vis-à-vis de la *« spontanéité »* populaire. Le 8 mars 1918, il déclare : *« Le pouvoir soviétique est un nouveau type d'État, dans lequel il n'y a ni bureaucratie, ni armée, ni police. Les exploiteurs doivent être anéantis, mais ils ne doivent pas l'être par une police, ils ne peuvent être exterminés que par les masses. »*

Il appartiendra à Dzerjinski de mettre en œuvre cette extermination, sans s'encombrer de ce qu'il appellera, un jour de sincérité, *« le fatras théorique des révolutionnaires assis toute leur vie dans un fauteuil »*. En un an, il met sur pied, soutenu sans faille par Lénine, une formidable machine répressive, au-dessus des lois, parfois même au-dessus du Parti, véritable État dans l'État, avec son réseau d'indicateurs et de *« résidents »*, ses troupes spéciales, son système propre de *« camps de concentration »*, ses services d'espionnage, bref, une police politique sans pareille. L'extermination ne sera ni limitée aux *« exploiteurs »* ni *« l'œuvre des*






***Ci-contre, à droite, Trotski, l'âme de la lutte contre les Blancs, s'adressant à une unité de l'Armée Rouge à Moscou en 1918. C'est dans l'effervescence de ces premières semaines de la révolution, alors que le pays est en pleine guerre civile que Dzerjinski prend la tête de la Tcheka. Il est en cela le fidèle exécuteur des volontés de Lénine qui déclarait que les exploiteurs devaient « être exterminés par les masses ». Ci-dessous, le leader bolchevique le 7 novembre 1918, lors de l'inauguration d'un monument à la mémoire de Karl Marx et Friedrich Engels (cl. Fotokhronica/ Tass).***



*nasses* ». Le 7 novembre 1918, Lénine tente de justifier l'existence de ce qui apparaît de plus en plus clairement comme une police politique permanente : « *La Tcheka est l'organe suprême de la dictature du prolétariat.* » Plus tard il dira : « *La Tcheka est le bras armé du prolétariat, qui permet à la volonté du prolétariat de se réaliser.* »

Les débuts de l'organisation sont toutefois plutôt modestes. Le 11 janvier 1918, Dzerjinski envoie un mot à Lénine : « *Nous trouvons dans situation impossible, malgré importants services déjà rendus. Aucun financement. Travaillons jour et nuit sans pain ni sucre, ni thé, ni beurre, ni fromage. Prenez des mesures pour rations décentes ou autorisez-nous à réquisitionner nous-mêmes chez bourgeois.* » Il a recruté une centaine d'hommes, pour la plupart d'anciens camarades de clandestinité, en majorité polonais, baltes ou juifs, parmi lesquels figurent déjà les futurs cadres de la GPU des années 1920 et du NKVD des années 1930 : Latsis, Menjinski, Messing, Moroz, Peters, Trilisser, Unschlicht, Iagoda. Un premier détachement de troupes spéciales est formé à la mi-janvier : c'est un bataillon letton, qui a participé à l'assaut du palais d'Hiver.

La première tâche de la Tcheka en décembre 1917 est de briser la grève des fonctionnaires. La méthode est expéditive – arrestation des « *meneurs* », accusés d'être des « *saboteurs* » – et la justification simple : « *Qui ne veut travailler avec le peuple n'a pas sa place parmi lui.* » Dans la foulée, la Tcheka arrête, le 18 décembre, les principaux dirigeants SR et mencheviks, élus à l'Assemblée constituante. Cet acte arbitraire est aussitôt condamné par le commissaire du peuple à la Justice, Shteinberg, un SR de gauche, qui fait relâcher les militants arrêtés. Ce premier incident entre la Tcheka et la Justice – il y en aura bien d'autres – pose la question, capitale, du statut extra-légal de cette police politique. « *A quoi bon un commissariat du peuple à la Justice ?* demande Shteinberg à Lénine. *Autant l'appeler commissariat du peuple à l'Extermination sociale, et la cause sera entendue !* » « *Excellente idée*, répond Lénine. *C'est exactement comme cela que je vois la chose. Malheureusement, on ne peut pas l'appeler ainsi !* »

Naturellement, Lénine arbitre le conflit entre Shteinberg, qui exige une stricte subordination de la Tcheka à la Justice, et Dzerjinski, qui s'insurge contre le « *juridisme tâtillon de la vieille école de l'ancien régime* », en faveur de ce dernier. La Tcheka ne répondra de ses actes que devant le gouvernement. Pour ne pas laisser totalement aux bolcheviks le contrôle de cet organe qui, dans le vide juridique ambiant, semble d'ores et déjà promis à un bel avenir, les SR de gauche exigent alors d'entrer dans le directoire de la Tcheka, où, de janvier à juillet 1918, ils occuperont quatre des douze postes. Après leur rupture avec les bolcheviks, ils prétendront, pour se justifier d'avoir participé à la Tcheka, y avoir exercé une influence modératrice.

Entre-temps, la Tcheka prospère. Le 21 février 1918, face à l'avance allemande consécutive à la rupture des pourparlers de Brest-Litovsk *(cf. repères chronologiques, p. 33)*, le gouvernement proclame « *la Patrie en danger* » et appelle à la terreur de masse : « *Tout agent ennemi, spéculateur, hooligan, agitateur contre-révolutionnaire, espion allemand, sera fusillé sur-le-champ.* » Le lendemain, une « Déclaration de la Tcheka » complète la liste par de nouvelles catégories

Chargé de recherche au CNRS, **Nicolas Werth** est l'auteur notamment de *Être communiste en URSS sous Staline* (Gallimard, « Archives », 1981), *La Vie quotidienne des paysans russes de la révolution à la collectivisation* (Hachette, 1984), *Les Procès de Moscou* (Complexe, 1987) et *Histoire de l'Union soviétique, de l'Empire russe à la CEI, 1900-1991* (PUF, 2e éd. 1992). Il prépare actuellement une biographie de Dzerjinski (à paraître chez Fayard) et un recueil de documents d'archives : *Les Rapports de la police politique sur « l'esprit public » en URSS de 1918 à 1982* (à paraître chez Gallimard).

à passer par les armes : « *saboteurs et autres parasites* ». Légalement, la peine de mort n'est rétablie en Russie soviétique que le 16 juin 1918; néanmoins, à partir de février 1918, la Tcheka exerce une justice sommaire.

Le 10 mars, le gouvernement quitte Petrograd pour Moscou, promue capitale. La Tcheka s'installe près du Kremlin, rue Bolchaia Loubianka, dans les bâtiments qu'elle occupera, sous ses sigles successifs – GPU, NKVD, MVD, KGB[2] – jusqu'à nos jours. De six cents en mars, le nombre des tchékistes travaillant dans la « *Grande Maison* » passe à mille en juillet 1918 (chiffre auquel il faut ajouter un millier d'hommes des détachements armés spéciaux). Une importante section, dirigée par Uritskii, est restée à Petrograd. Au cours du printemps 1918, des dizaines de sections locales de la Tcheka sont créées auprès des soviets des principales villes de province.

En juin, se tient à Moscou la première conférence panrusse des tchekas, à laquelle assistent une centaine de délégués de quarante-trois sections locales. Les effectifs totaux représentent déjà une douzaine de milliers d'hommes; ils seront quarante mille à la fin de l'année 1918, plus de deux cent quatre-vingt mille début 1921 ! S'affirmant au-dessus des soviets (« *au-dessus du Parti* », diront certains bolcheviks), la conférence déclare « *assumer sur tout le territoire de la république le poids de la lutte contre la contre-révolution, en tant qu'organe suprême* [sic] *du pouvoir administratif de la Russie soviétique !* »

D'où viennent les tchékistes ? Un recensement du personnel de la Tcheka à Moscou, en septembre 1918, nous révèle d'abord une nette sur-représentation des Baltes, des Polonais et des Juifs. Quant à l'itinéraire socio-professionnel de ces recrues, il apparaît que, si la plupart d'entre elles sont d'extraction populaire (à part les cadres, issus, comme Dzerjinski et la majorité des dirigeants bolcheviks, de l'intelligentsia déclassée de l'ancien régime, voire de la bourgeoisie), seule une minorité est venue directement à la Tcheka de l'usine ou de l'Armée. 70 % des tchékistes ont déjà exercé des responsabilités, aussi modestes fussent-elles, au sein de l'une des innombrables institutions nées au cours de l'année 1917 (comité d'usine, garde rouge, comité de soldats, soviets).

Ce ne sont pas pour autant des militants chevronnés du parti bolchevik (50% ont leur carte du Parti, mais en tant qu'adhérents de fraîche date). Pour la plupart, ils appartiennent à cette catégorie d'activistes entreprenants auxquels les événements de 1917 ont donné la possibilité d'une intégration dans le processus révolutionnaire. Jeunes, célibataires, sans attaches, ils ont suivi le mouvement, passant d'une institution à une autre, du front en débandade vers l'arrière en décomposition. Pour eux, octobre 1917, comme l'adhésion – éventuelle et généralement tardive – au parti bolchevik, ne fut le plus souvent qu'une étape dans l'immense chambardement social amorcé avec la guerre de 1914. Au milieu du chaos économique, de l'écroulement de toutes les formes traditionnelles d'autorité, de la rupture de tous les chenaux de mobilité et de promotion sociale, il leur fallait avant tout trouver une place plutôt bien payée (un tchékiste « de base » gagnait en

## LES PARTIS D'OPPOSITION AUX BOLCHEVIKS

### LES MENCHEVIKS :

**Ayant activement participé au gouvernement provisoire depuis avril 1917, les mencheviks s'opposèrent vigoureusement au coup de force bolchevik du 25 octobre 1917. Jouant le jeu d'une opposition légale, ils opérèrent, en quelques mois, une remontée spectaculaire dans de larges fractions de la classe ouvrière (typographes, métallurgistes, ouvriers du textile et de la chimie).**

**A partir de l'été 1918, les mencheviks furent systématiquement exclus des soviets; malgré les arrestations de militants, l'interdiction de leurs journaux, la manipulation des élections, leur audience dans les milieux syndicaux fut à son zénith au début de 1921 : ils prônaient depuis longtemps les mesures de libéralisation de l'économie que Lénine allait adopter en mars 1921, en instaurant la NEP.**

**C'est alors que les bolcheviks lancèrent leur attaque finale contre les mencheviks : en quelques semaines (février-mars 1921), il y eut environ 2 000 arrestations, dont celles de tous les membres du Comité central du Parti. La plupart d'entre eux furent déportés en Sibérie.**

### LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES :

**Très actifs dans le gouvernement provisoire depuis avril 1917, les SR, majoritaires dans le pays à l'automne 1917 (ils avaient obtenu 370 députés à l'Assemblée constituante sur un total de 707 élus), s'opposèrent alors aux bolcheviks. Dès le 26 octobre 1917, ils lancèrent un appel à la « résistance ». Ils animèrent le Comité de sauvegarde de la révolution, puis tentèrent de constituer un gouvernement provisoire (à Samara puis à Oufa, été-automne 1918). Ils entendaient combattre à la fois les bolcheviks et les blancs, prétention dérisoire vu la faiblesse de leur organisation.**

**Après l'effondrement de ce gouvernement provisoire, renversé par les monarchistes, certains renoncèrent à lutter par la force contre les bolcheviks (renonciation publique en juin 1919); la majorité émigra. Après la fin de la guerre civile, les bolcheviks mirent en scène un grand procès public (8 juin-25 juillet 1922) des SR.**

### LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES « DE GAUCHE » :

**Entraînés par la militante Maria Spiridonova, les SR « de gauche » firent sécession du parti socialiste révolutionnaire dès l'été 1917, protestant contre la politique qu'ils jugeaient conservatrice du leader historique des socialistes-révolutionnaires, Tchernov, ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire.**

**Ils acceptèrent, seuls de tous les partis politiques russes, de collaborer avec les bolcheviks après octobre 1917. Ils participèrent également à la direction de la Tcheka. Ils quittèrent le gouvernement après la signature du traité de Brest-Litovsk qu'ils n'approuvaient pas (19 mars 1918). Après trois mois d'opposition légale, ils tentèrent – maladroitement – un coup d'État les 6 et 7 juillet 1918. Les bolcheviks saisirent cette occasion pour les éliminer de toutes les institutions (notamment des soviets ruraux) où ils étaient solidement implantés.**

**Jugés, amnistiés puis à nouveau arrêtés (février 1919, puis mars 1921), les dirigeants SR de gauche connurent cependant un sort moins rigoureux que d'autres opposants. La majorité d'entre eux se convertirent au bolchevisme et entrèrent notamment dans la police politique.**

noyenne deux fois plus qu'un ouvrier qualifié) dans la nouvelle société, dans une des institutions liées au nouveau pouvoir : la Tcheka en était une.

Le gonflement continuel des effectifs reflète une remarquable diversification des tâches contre des *« ennemis »* de plus en plus variés. Les tchékistes mènent des opérations de simple police contre des *« droits communs »* ; des missions de *« liquidation physique »* d'opposants abusivement assimilés à des criminels (en avril 1918, la Tcheka liquide ainsi les principaux groupes anarchistes de Moscou et de Petrograd) ; des enquêtes sur *« l'esprit public »*, notamment dans les entreprises où toute action ou propos déviant des non-bolcheviks, voire des simples « sans-parti », sont dûment consignés et leurs auteurs fichés (puis arrêtés) ; ils traitent aussi des affaires d'abus d'autorité des nouveaux fonctionnaires. Depuis le 27 mars 1918, les « délits de presse » sont également du ressort de la Tcheka, dont un bureau spécial reçoit trois copies de chaque publication, même si celle-ci est autorisée. De mars à juillet 1918, deux cent cinq journaux socialistes non bolcheviks sont interdits. Le 16 juillet, c'est le tour du dernier journal indépendant, *La Vie nouvelle*, dirigé par Gorki.

*« L'organigramme idéal »* adopté lors de la première conférence panrusse des tchekas est révélateur du vaste champ d'activité dévolu, dès juin 1918 – c'est-à-dire avant la grande vague des insurrections et actions *« contre-révolutionnaires »* de l'été 1918 –, à ce qui apparaît, sans aucun doute, comme la police politique du nouveau régime. Calquée sur le modèle de la « maison-mère » de la Loubianka, chaque tcheka de province devait, dans les délais les plus brefs, organiser les départements et bureaux suivants : 1) Un département du renseignement. Bureaux : Armée Rouge (recherche des officiers suspects) ; monarchistes ; cadets, SR de droite et mencheviks ; anarchistes et droits communs ; bourgeoisie et gens de l'Église (listes de suspects) ; syndicats et comités ouvriers ; ressortissants étrangers. 2) Un département de lutte contre la contre-révolution. Bureaux : Armée Rouge ; monarchistes, cadets, SR de droite et mencheviks ; anarchistes ; syndicalistes ; minorités nationales ; étrangers ; alcoolisme et ordre public ; affaires de presse. 3) Un département de lutte contre la spéculation. 4) Un département de lutte contre les abus d'autorité. 5) Un département des transports, voies de communication et ports. Éventuellement, un département des frontières. 6) Un département opérationnel regroupant les unités spéciales de la Tcheka.

Premier des tchékistes, Dzerjinski, croulant sous la tâche, donne l'exemple. Le 27 mai 1918, il écrit à sa femme, qui se trouve en Suisse avec son fils et qu'il n'a pas vue depuis 1912 : *« Je suis au front. Vie de soldat. Aucun répit. Il me faut sauver la maison Russie. Pas le temps de penser à vous, à moi-même.* [...] *Je mène personnellement les interrogatoires les plus importants. Il m'est même arrivé d'exécuter moi-même les coupables. Mes mains sont pleines de sang et j'en ai horreur, mais comment faire autrement ? Quelqu'un doit bien faire le sale travail ! Je suis sans pitié, une détermination de fer m'habite et j'irai jusqu'au bout pour extirper le mal et l'injustice du vieux monde.* [...] *Je ne quitte jamais mon bureau. J'y travaille et j'y dors, derrière un paravent. Mon adresse : Bolchaïa Loubianka, 11. »*

Cependant, un dernier obstacle empêche Dzerjinski d'imposer ce qu'il appelle *« un style de travail authentiquement bolchevik »* : la présence des SR de gauche dans la Tcheka. Il sera définitivement levé le 7 juillet 1918. En effet, le 6 juillet, l'ambassadeur allemand à Moscou, von Mirbach, est assassiné par un tchékiste SR de gauche, Bliumkine. Le complot avait été préparé au sein même des cadres dirigeants SR de la police politique, avec la participation directe de l'adjoint de Dzerjinski, le SR de gauche Aleksandrovich. Aussitôt après l'attentat, les SR tentèrent un coup d'État, mais, faute d'un plan d'action préétabli, les quelques troupes dont ils disposaient se bornèrent à occuper le central télégraphique. Le putsch échoua très vite. Les bolcheviks ordonnèrent aussitôt l'arrestation de tous les dirigeants SR de gauche.

Les documents aujourd'hui disponibles démontrent qu'en fait Dzerjinski était sans doute au courant de la préparation de l'attentat. Il n'en avertit pas Lénine et assuma lui-même le risque politique des conséquences de l'affaire, jugeant – la suite des événements lui donnera raison – qu'une réaction allemande était peu probable. En revanche, l'attentat fournirait aux bolcheviks une excellente occasion de se débarrasser des SR à un moment particulièrement critique pour le nouveau régime.

En été 1918, le pouvoir bolchevik ne contrôle plus en effet qu'un territoire réduit à la Moscovie historique. L'Ukraine est aux mains des Allemands ; les généraux Krasnov et Denikine consolident leur contrôle sur le Don et le Kouban ; Savinkov occupe Iaroslavl ; l'armée du peuple russe, levée par les SR de droite, étend son influence jusqu'à Kazan ; les Tchèques coupent le Transsibérien ; les révoltes paysannes se multiplient, provoquées par la politique de réquisitions légalisée par le décret du 13 mai 1918, qui avait attribué des pouvoirs très étendus au commissariat du peuple au Ravitaillement et inauguré l'ère du *« communisme de guerre »*. Dans cette conjoncture, l'assassinat de Uritskii, chef de la tcheka de Petrograd, suivi, le même jour, à Moscou, d'un attentat dirigé contre Lénine lui-même, conforte les dirigeants bolcheviks, Dzerjinski en tête, dans l'idée qu'il existe une véritable conspiration visant à abattre l'État.

En représailles, Dzerjinski ordonne à toutes les tchekas de *« prendre en otages tous les suspects fichés, notamment les bourgeois, les officiers et gardes blancs, et les membres repérés de tous les partis monarchistes, bourgeois et petit-bourgeois »*. Articles de presse et déclarations offi-

## LA POLICE DU TSAR ET CELLE DE LÉNINE

**Pour comparaison, les effectifs de l'Okhrana en 1913 sont de 15 000 personnes environ. Les sentences de mort prononcées par les tribunaux tsaristes (l'Okhrana ne procédait à aucune exécution, mais déférait toutes les personnes arrêtées devant un tribunal) de 1861 à 1917 s'élèvent 14 000 (dont environ 4 500 pour les années « révolutionnaires » 1906 et 1907).**

**Les effectifs de la Tcheka en 1921 sont de 283 000 personnes environ, dont 126 000 pour les « troupes intérieures » et la sécurité militaire, 17 000 pour les troupes de la « section spéciale » (garde des camps), 50 000 pour les troupes frontalières, 90 000 pour le personnel civil (non compris les indicateurs, qui n'émargent pas individuellement au budget du personnel). Les exécutions sont inchiffrables. Les estimations oscillent entre 50 000 (insurgés pris les armes à la main exclus) et 200 000 victimes pour la période 1918-fin 1922.**

**(cf. W.H. Chamberlin, *The Russian Revolution, 1917-1921*, Londres, 1935, II, p. 75, et R. Conquest, « The Human Cost of Soviet Commmunism », dans le Document n° 92-36, Comité de la justice du Sénat des États-Unis, 16 juillet 1971, p. 11).**

cielles appellent au renforcement de la terreur : *« Travailleurs, le temps est venu pour nous d'anéantir la bourgeoisie, sinon vous serez anéantis par elle. Les villes doivent être implacablement nettoyées de toute la putréfaction bourgeoise. Tous ces messieurs seront fichés et ceux qui représentent un danger pour la cause révolutionnaire exterminés.* [...] *L'hymne de la classe ouvrière sera un chant de haine et de vengeance*[3] *! »*

## LES SOVIETS CONTRE LA TCHEKA

**« Attendu que**

**1) le jugement public, dans toute forme de gouvernement, est le meilleur instrument d'éducation civique, car il permet d'établir publiquement le délit ou le crime (ce point est partagé par le camarade Lénine dans son article « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », *Pravda*, 28 avril 1918) ;**

**2) tout citoyen a droit à être juridiquement défendu ;**

**3) la peine de mort, depuis Dioclétien et jusqu'à Stolypine, n'a jamais sauvé aucun gouvernement autoritaire et absolutiste (ce point de vue est également partagé par le camarade Lénine dans son article précédemment cité),**

**« le Comité exécutif du soviet de Pskov considère que la nature même de l'activité de la Tcheka – à savoir une instruction rapide, un jugement à huis-clos, hors de la présence de la défense, suivi, presque toujours, d'une sentence de mort, immédiatement exécutoire –, ne peut que nuire à la cause de la révolution. Ce genre de pratiques a été condamné non seulement par les gouvernements démocratiques et humanistes, mais aussi par les gouvernements despotiques, ceux-ci ayant réalisé qu'elles donnaient des résultats inverses à ceux qui étaient recherchés. Pour lutter contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, il existe une manière absolument pacifique et absolument efficace, à savoir la prolétarisation de la bourgeoisie. En effet, notre ennemi n'est pas tel ou tel individu, mais le capital. Privé de capital, le bourgeois devient un prolétaire et vient grossir les rangs du prolétariat, lequel ainsi se renforce.**

**« Considérant tout ce qui vient d'être exposé, le Comité exécutif du soviet de la ville de Pskov exige la dissolution immédiate de la Tcheka. »**

**(Résolution du comité exécutif du soviet de Pskov, 18 novembre 1918. TSGAOR f 130, op. 2, d 147, p. 30-31.)**

Le 3 septembre, les *Izvestia* annoncent que cinq cents otages ont été exécutés par la seule tcheka de Petrograd. Le recensement des exécutions d'otages annoncées dans la presse durant les mois de septembre et octobre 1918 fournit le chiffre d'environ cinq mille victimes. Grigori Zinoviev déclare : *« Pour défaire nos ennemis, nous devons avoir notre propre terreur socialiste. Nous devons entraîner à nos côtés disons quatre-vingt-dix des cent millions d'habitants de la Russie soviétique. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être anéantis. »*

Dès le 5 septembre, le gouvernement a légalisé la terreur en édictant un texte fameux sur la « Terreur rouge » : *« Dans la situation actuelle, il est absolument vital de renforcer la Tcheka,* [...] *de protéger la république soviétique contre ses ennemis de classe en isolant ceux-ci dans des camps de concentration, de fusiller sur-le-champ toute personne impliquée dans des organisations de gardes blancs, des complots ou des insurrections. »*

En quelques jours, la Tcheka inaugure donc deux instruments de répression inconnus dans la Russie tsariste : le système des otages et le camp de concentration.

Devant le nombre sans cesse croissant d'individus pris en otage, Dzerjinski juge utile, à plusieurs reprises, d'expliciter sa conception de la chose : *« Qu'est-ce qu'un otage ? C'est évidemment un représentant, en notre pouvoir, de la société ou de l'organisme qui nous combattent. Mais il faut que celui-ci possède une valeur aux yeux de l'ennemi. Celui-ci ne donnera rien pour le premier instituteur venu, pour un garde-forestier, un meunier ou un épicier, surtout s'il est juif. Alors, tchékas, attrapez des bourgeois, si possible avec leur famille ! »* Dans une autre circulaire, il rappelle que *« la Tcheka ne lutte ni pour la "justice" ni contre tel ou tel individu. Nous sommes l'organe d'extermination de la bourgeoisie en tant que classe. Durant un interrogatoire, je ne me pose pas la question de savoir si tel ou tel a agi contre le pouvoir soviétique. Je me demande : à quelle classe cet individu appartient-il ? Quelle est son éducation, sa profession ? Et, seulement si c'est un travailleur, je me pose la question : a-t-il pu trahir sa classe ou agir contre nous ? Enfin, éventuellement, je m'efforcerai d'amener l'accusé à reconnaître ses fautes – l'aveu couronnera alors la présomption par l'origine. »*

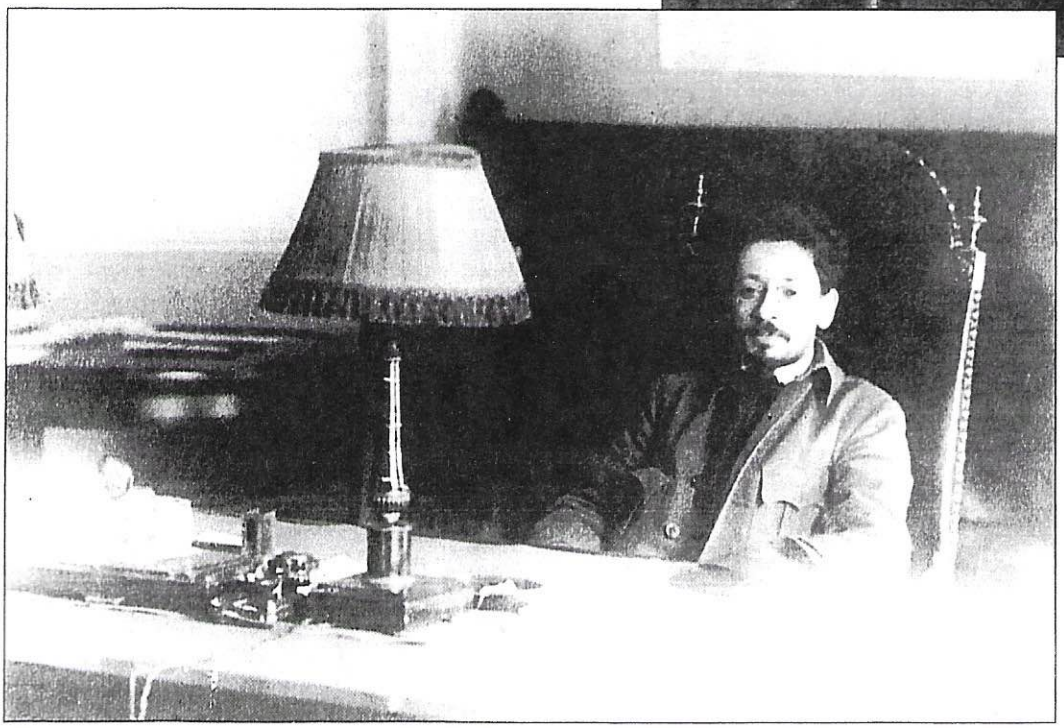
La « paternité » du camp de concentration ne revient pas, quant à elle, à Dzerjinski, mais à Léon Trotski. C'est lui qui, le premier, prôna, le 4 juin 1918, la création de *« camps de concentration »* où seraient enfermés les Tchèques qui refuseraient de rendre leurs armes. Le 8 août 1918, Trotski annonce qu'il a ordonné la création, à Mourom et à Arzamas, de deux camps pour *« les agitateurs louches, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les parasites, les spéculateurs »*, qui y seraient internés *« jusqu'à la fin de la guerre civile »*. Le lendemain, préoccupé par l'étendue des révoltes paysannes dans la région de Penza, Lénine télégraphie au Comité exécutif de la province : *« Exercez une terreur massive contre les koulaks, les popes et les gardes blancs. Enfermez les éléments douteux dans un camp de concentration. »*

D'août 1918 à février 1919, ces camps fonctionnent, sans aucune base réglementaire, comme des camps d'internement administratif préventif, où sont enfermés, généralement en qualité d'otages, les *« éléments socialement douteux »*. La Tcheka a la gestion exclusive de ces camps. Cet état de fait n'est légalisé que le 17 février 1919, lorsque, sur proposition de Dzerjinski, le gouvernement promulgue un arrêté selon lequel *« la Tcheka conserve le droit exclusif d'internement dans les camps de concentration »*. Il faut attendre encore deux mois avant que le gouvernement publie, le 15 avril, un texte établissant









*Boukharine (en haut, à gauche) mena en 1918 une fronde contre la Tcheka, dont il regrettait les « excès de zèle ». Il fut mis en minorité par les partisans de Staline, comme Kalinine (ci-dessus), et de Lénine, comme Rykov (page de gauche) ou Sverdlov (ci-contre, à gauche), qui soutinrent avec la plus grande énergie l'action de Dzerjinski et de ses hommes, attaqués « par une intelligentsia bornée ». La Tcheka sortit renforcée de l'épreuve (cl. Fotokhronica/Tass et Novosti).*



***Moscou, novembre 1918 : les soldats et les ouvriers défilent pour célébrer le premier anniversaire de la révolution. L'automne 1918 fut marqué par une recrudescence de la Terreur, et des milliers de plaintes affluèrent au commissariat du peuple à l'Intérieur, émanant des particuliers, mais aussi des comités d'usine, des soviets et des représentants locaux du Parti (cl. Tass).***

en détail les modalités de l'organisation des camps.

Ce décret distingue deux types de camps : les *« camps de travail coercitif »*, où sont, en principe, internés ceux qui ont été condamnés par un tribunal, et les *« camps de concentration »* regroupant les personnes incarcérées en vertu d'une simple mesure administrative. En réalité, les distinctions entre ces deux types de camps restent largement théoriques ; ils sont désormais tous deux des camps de travail. L'instruction du 17 mai, signée Dzerjinski, rationalise le système : elle prévoit la création *« d'au moins un camp dans chaque province, d'une capacité minimale de trois cents détenus, astreints à un travail physique »*. Cette instruction comporte, par ailleurs, une *« liste-type »* des seize catégories de *« pensionnaires »* des camps *(cf. encadré « Les victimes de la Tcheka », p. 41)*.

Quelques semaines plus tôt, le 16 mars 1919, Dzerjinski a été nommé commissaire du peuple à l'Intérieur. C'est le triomphe définitif de la Tcheka, après une période au cours de laquelle son rôle, voire son existence, avait été mis en cause par une partie des bolcheviks eux-mêmes.

L'automne 1918 fut en effet marqué par une véritable débauche de terreur. Le 17 septembre, Dzerjinski invite les techkas locales à *« accélérer les procédures et à terminer, c'est-à-dire à liquider, les affaires en suspens »*. Quelques jours plus tard, Peters, un de ses principaux adjoints, signe une circulaire qui précise : *« La Tcheka est absolument indépendante dans son activité. Elle effectue les perquisitions, arrestations, exécutions capitales, à charge d'en faire ultérieurement rapport au Conseil des commissaires du peuple. »* Un nouveau journal, *L'Hebdomadaire de la Tcheka*, est chargé de *« faire de la réclame »* pour la police politique. Six semaines durant (jusqu'à sa suppression, sur ordre du Comité central), ce journal relate, sans fard ni pudeur, les prises d'otages, les internements dans les camps de concentration, etc. Le zèle des tchekas – notamment celles des districts, mises sur pied dans la hâte – est tel que Dzerjinski doit leur rappeler qu'*« en intervenant dans le fonctionnement de tous les organes de l'État, les tchekas ne doivent pas perdre de vue que leurs actes ont pour but de stimuler l'activité de ces organes dans leur recherche des ennemis et non de perturber leur activité »*.

Bientôt, le Comité central, le commissariat du peuple à l'Intérieur et le secrétariat de Lénine commencent à recevoir des milliers de plaintes émanant non seulement de particuliers, d'assemblées paysannes ou de comités d'usine, mais encore des comités exécutifs des soviets et des organisations locales du Parti. Toujours le même leitmotiv : les tchekas arrêtent à tour de bras, jugent à huis-clos et exécutent sans appel toute personne qui leur paraît sus-

pecte, *« même d'honnêtes travailleurs qui se sont bornés à critiquer le retard avec lequel on leur donnait leur paie »* ou *« des paysans aisés mais aucunement des koulaks, qui travaillaient leur terre en famille, sans exploiter quiconque »*.

Le 8 octobre 1918, un des vétérans du parti bolchevik, Olminski, s'élève, dans la *Pravda*, contre *« les pleins pouvoirs laissés à une organisation qui prétend agir par-dessus les soviets et le Parti lui-même »*. Petrovski, commissaire du peuple à l'Intérieur, rappelle que les tchekas locales dépendent des comités exécutifs des soviets et qu'elles doivent rendre compte de leurs actes au NKVD. La polémique, dans les semaines qui suivent, se porte sur la composition d'une organisation, soit *« truffée de criminels et de sadiques »*, *« d'éléments dégénérés du lumpen »*, selon ses détracteurs, soit composée des *« meilleurs et des plus authentiques enfants du prolétariat »*, selon les dirigeants de la Tcheka *(cf. encadré « Les soviets contre la Tcheka », p. 38)*.

En l'absence de Dzerjinski – envoyé pour un mois, incognito, se refaire une santé mentale et physique en Suisse –, le Comité central débat, le 25 octobre 1918, d'un nouveau statut de la Tcheka. Les détracteurs – Grigori Kamenev et Nicolaï Boukharine en tête – remportent, semble-t-il, la première manche : plusieurs mesures sont prises pour limiter les *« excès de zèle »* des tchekas et les mettre sous le contrôle du Parti. Une commission de *« contrôle politique »* est créée ; Kamenev, qui en fait partie, va jusqu'à proposer l'abolition pure et simple de la police politique ; en attendant, un grand nombre de tchekas de district sont fermées.

Mais bientôt le camp des partisans inconditionnels de la Tcheka reprend le dessus. Y figurent, outre Dzerjinski, des « sommités » du Parti telles que Sverdlov, Staline, Trotski et, bien sûr, Lénine. Ce dernier prend résolument la défense d'une institution *« injustement attaquée pour quelques excès par une intelligentsia bornée, [...] incapable de considérer le problème de la terreur dans une perspective plus large »*. Le 19 décembre 1918, sur proposition de Lénine, le Comité central adopte une résolution interdisant à la presse du Parti de publier des *« articles calomnieux sur les institutions, notamment sur la Tcheka, qui accomplit son travail dans des conditions particulièrement difficiles »*. Ainsi se clot le débat. L'*« organe de la dictature du prolétariat »* reçoit son brevet d'infaillibilité. Pour Lénine, *« un bon communiste est également un bon tchékiste »*.

Début janvier 1919, Dzerjinski part avec Staline dans l'Oural pour établir les causes de la reddition de la ville de Perm, tombée par surprise aux mains des partisans de l'ancien régime. Les deux hommes reviennent avec un rapport exagérément accablant pour le haut-commandement militaire (donc pour Trotski, commissaire du peuple à la Guerre) et notamment pour le *Voenkontrol*, la sécurité militaire. Dzerjinski obtient du Comité central la création de *« départements spéciaux »* de la Tcheka, responsables désormais de la sécurité militaire. La dernière pierre de l'édifice est posée ; la Tcheka est maintenant présente sur tous les fronts. Comme le montre son organigramme au début de 1921, aucun secteur de la vie politique, économique ou sociale n'échappe, en principe, à son contrôle.

Il n'est pas possible de détailler ici l'activité multiforme de la Tcheka au cours de ces années de formation du régime bolchevik. Les archives soviétiques récemment ouvertes confirment, dans certains cas, et révèlent, dans bien d'autres, le rôle-clé qu'elle a joué à la fois sur le front de la guerre civile (massacres et représailles après la reprise, par les rouges, des zones occupées un temps par les blancs), mais surtout dans la lutte, si longtemps passée sous silence, du régime contre les insurrections paysannes (plusieurs centaines entre l'été 1918 et l'été 1922), les déserteurs (qui sont des millions), les grévistes ouvriers (arrestations et massacres de Toula, d'Astrakhan, de Briansk, pour ne citer que les plus importants), les réfractaires à la militarisation du travail décrétée en 1920. Loin de se borner aux activités « traditionnelles » d'une police politique (traquer les opposants politiques et démasquer des *« complots »* réels ou imaginaires), la Tcheka apparaît comme une machine répressive d'un type nouveau, chargée de mater des masses peu enclines à collaborer avec le nouveau régime *(cf. encadré « La police du tsar et celle de Lénine », p. 37)*.

Le 8 janvier 1921, Dzerjinski dresse un bilan de son action. Il commence par constater les victoires ; il n'y a plus de fronts extérieurs, le danger de la contre-révolution est écarté : *« La période critique de la guerre civile s'est achevée, mais elle nous a légué un lourd héritage : des*

## LES VICTIMES DE LA TCHEKA

**« Instruction complémentaire du commissariat du peuple à l'Intérieur (NKVD) au décret du Comité exécutif panrusse des soviets relatif à l'organisation des camps de travail coercitif, 17 mai 1919.**

**Catégories de personnes à interner dans les camps :**

**1) Otages jusqu'à la fin de la guerre civile issus de la haute bourgeoisie, à savoir : a) propriétaires de toute entreprise ayant employé plus de vingt personnes. b) directeurs ou membres de conseils d'administration de sociétés par actions au capital de plus de cinq cent mille roubles (valeur 1916). c) propriétaires ayant eu plus de cent dessiatines [1 dessiatine = 1,06 hectare] de terre ou des biens immobiliers urbains évalués à plus de cinquante mille roubles (valeur 1916).**

**2) Otages de la moyenne bourgeoisie et des koulaks.**

**3) Otages de la bourgeoisie des États en guerre contre la Russie soviétique.**

**4) Membres de la famille des catégories énumérées ci-dessus.**

**5) Membres de l'ex-police tsariste, officiers du corps des gendarmes, membres de la haute administration tsariste : ministres et leurs adjoints, directeurs de département, gouverneurs, maires et adjoints des chefs-lieux de province.**

**6) Fonctionnaires de l'ancien régime jusqu'au rang d'assesseur de collège, procureurs et leurs adjoints, juges et leurs adjoints, membres des zemstvos [assemblées locales, instaurées en 1864 dans chaque district et chaque province de l'empire, responsables de l'administration], maires et adjoints de villes ayant rang de chef-lieu de district.**

**7) Gendarmes de tout rang.**

**8) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à des peines de cinq à vingt ans pour participation à des organisations contre-révolutionnaires ou d'espionnage.**

**9) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à des peines de cinq à vingt ans pour crimes de droit commun.**

**10) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à des peines de cinq à vingt ans pour spéculation, abus d'autorité, désertions répétées.**

**11) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à des peines de un à cinq ans pour les motifs définis dans la catégorie 9.**

**12) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à des peines de un à cinq ans pour les motifs définis dans la catégorie 10.**

**13) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, à toutes peines, pour délits de parasitisme, proxénétisme, prostitution.**

**14) Personnes condamnées, sous le régime soviétique, pour tous motifs autres que ceux définis dans les catégories ci-dessus.**

**15) Déserteurs ordinaires (non-récidivistes) et soldats prisonniers de la guerre civile.**

**16) Mineurs (moins de dix-sept ans) condamnés, sous le régime soviétique, à toutes peines.**

**signé F. Dzerjinski. »**

**(TSGAOR f. 393, op. 89, d10a, p. 6-8.)**

EDITIONS EHESS

Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

A. BOUREAU & C.S. INGERFLOM, eds.
**LA ROYAUTÉ SACRÉE DANS LE MONDE CHRÉTIEN**
168 pages - 230 F
*prix de lancement jusqu'au 31-10-1992 190 F*

*

L. BERGERON, ed.
**LA CROISSANCE RÉGIONALE DANS L'EUROPE MÉDITERRANÉENNE**
**18e-20e siècles**
268 pages - 250 F

*

J.-C. PERROT
**UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE**
**17e-18e siècles**
496 pages - 350 F
*prix de lancement jusqu'au 30-11-1992 270 F*

*

J.-M. MORICEAU & G. POSTEL-VINAY
**FERME, ENTREPRISE, FAMILLE**
**Grande exploitation et changements agricoles, 17e-19e siècles**
400 pages - 150 F

*

F. BOULARD & G. CHOLVY, eds.
**MATÉRIAUX POUR L'HISTOIRE RELIGIEUSE DU PEUPLE FRANÇAIS**
**19e-20e siècles**

*En coédition avec les Éditions du CNRS et les Presses de la Fondation des Sciences Politiques*

Tome 3 : Aunis, Saintonge, Augoumois, Limousin, Auvergne, Guyenne, Gascogne, Béarn, Foix, Roussillon, Languedoc 1992 - 548 pages - 600 F

**Rappel :**

Tome 1 : Région de Paris, Haute-Normandie, Pays de Loire, Centre 1982 - 638 pages - 350 F

Tome 2 : Bretagne, Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Champagne, Lorraine, Alsace
1978 - 688 pages - 480 F

DIFFUSION
**CID**
131 Bd Saint-Michel - 75005 Paris
Tél : 43 54 47 15 Fax : 43 54 80 73

*prisons pleines à craquer, non de bourgeois, mais d'ouvriers et de paysans.* [...] *Aussi, la politique de la Tcheka devra-t-elle être désormais plus sélective ; la prison et le camp pour les bourgeois, une peine de camarade* [sic] *pour les ouvriers et les paysans, ceux-ci devant être désormais considérés, non comme des ennemis de classe, mais comme des personnes ayant commis des délits sous l'emprise des conditions sociales de la période transitoire du passage du capitalisme au socialisme. »*

Ce document, comme des milliers d'autres jamais publiés et aujourd'hui exhumés, permet de tirer plusieurs enseignements. Il brise le mythe entretenu par les hagiographes de Dzerjinski : celui de la *« bonne terreur », « légitime »*, frappant les classes possédantes de l'ancien régime. Mythe, au reste, largement partagé par les bolcheviks de tous bords, même après qu'ils eurent été eux-mêmes victimes de l'appareil policier qu'ils avaient mis en place. Expulsé d'URSS, Trotski continuait d'expliquer, en 1929, que *« la GPU est l'organe d'autodéfense de la dictature du prolétariat »*. Quant à Boukharine, dans son ultime discours à la barre des accusés du troisième procès de Moscou en mars 1938 – procès entièrement fabriqué par les services du NKVD dirigé alors par Ejov –, il regrettera le temps où *« Félix dirigeait la police politique, l'époque heureuse où l'idée révolutionnaire guidait toutes ses actions, justifiait la répression vis-à-vis des ennemis, protégeait le jeune État soviétique »*.

Mais ce document montre aussi comment, dès 1918-1919, la terreur, légitimée par une conception nouvelle des rapports entre l'État et les citoyens, considérés non plus en tant qu'individus mais en fonction de leur appartenance de classe, engageait le pouvoir sur la voie d'une formidable illusion politique, marquée par le refus d'analyser les causes de la résistance du corps social.

Le 25 octobre 1918, en pleine « terreur rouge », Kamenev, effaré, rapporta que des dirigeants locaux de la Tcheka lui avaient demandé s'ils avaient le droit d'arrêter les membres du gouvernement. Étonnante interrogation, qui témoignait de l'arrivée au pouvoir d'une couche nouvelle d'activistes *« politiquement analphabètes »*, de l'absence de tout État de droit et de la criminalisation de la plupart des comportements sociaux. Mélange détonnant, qui ouvrait la porte à tous les « dérapages », ceux de la « ter reur rouge » comme ceux, dix ans plu tard, de la collectivisation, puis ceux d la *Ejovschina*[4] des années 1936-1938.

Apprenant, en juillet 1926, le décè de celui qui fut longtemps son camarad et son adversaire, Karl Radek, alor dans l'opposition trotskiste, déclar avec plus de lucidité que la plupart de « vieux bolcheviks » : *« Félix est mort temps. C'était un schématique. Il n'eût pa hésité à rougir ses mains de notre sang!* Mort à temps et d'une mort exemplaire emporté, à quarante-huit ans, d'une dc faillance cardiaque, en pleine session d Comité central[5]. Le Parti donna auss tôt à cette mort une portée symbolique soulignant que Dzerjinski s'était étein *« ayant donné son cœur à la révolution comme une flamme qui se serait consu mée à la tâche »*. Rapidement, il devir ce « chevalier de la révolution » (pou reprendre la figure favorite de l'hagio graphie), prêt à se vouer sans réserve a service de l'idée, à transgresser en so nom les limites de la morale universelle En assumant les fonctions de premie bourreau, Dzerjinski est devenu un sair martyr, l'incarnation de la vertu, « Fé lix de fer » chanté par Maïakovski *« Avec sa capote fripée et sa barbe poin tue / Est passé un homme tout de fer e de veines* [...] */ A un jeune homme qu s'interrogeait sur l'existence / Et qui vou lait décider sur quel modèle faire sa vie Je dirais sans hésiter : / "Fais-la à l'imag du camarade Dzerjinski"[6]. »*

## NOTE

1. Kalinine (1875-1946) fut, de 1919 à sa mort, en 194 président du Comité exécutif central des soviets, c'es à-dire, formellement, chef de l'État soviétique.
2. En février 1922, la Tcheka est rebaptisée GPU (A ministration politique d'État). En juillet 1923, la GP (que l'on trouve souvent mentionnée par les journalist et historiens occidentaux dous le nom de Guépéou) d vient l'OGPU (Administration politique d'État unifié qui est désormais du ressort de l'Union et non plus d la seule république de Russie. En juillet 1934, l'OGP est rattachée au commissariat du peuple à l'Intérie (NKVD), alors dirigé par Iagoda, puis, à partir de se tembre 1936, par Ejov. A partir de 1946, les activités d répression sont exercées par deux organismes : le m nistère de l'Intérieur (MVD) et surtout le ministère d la Sécurité d'État (MGB). Enfin, à partir de 1954, apr la mort de Staline et l'élimination de Beria, chef de police politique depuis décembre 1938, cette dernièr fut réorganisée sous le nom de « comité de la sécuri d'État » ou KGB.
3. *Pravda*, 31 août 1918.
4. La *Ejovschina* est la période de la terreur policière son apogée (fin 1936-mi-1938). Elle correspond au m ment où Ejov était en charge du NKVD.
5. Dzerjinski est mort d'une crise cardiaque à la sui d'une altercation d'une extrême violence avec Piatako le numéro deux du Conseil suprême de l'économie n tionale, partisan d'une politique d'industrialisatio lourde et proche de Trotski.
6. Maïakovski, *Poèmes*, traduction C. Frioux, t. IV, P ris, Messidor, 1987, p. 481.

Le Pacte de Locarno

## 2. La scène européenne s'éclaircit pendant quelques années

▸ **La détente franco-allemande, voulue par Briand et Stresemann,** se développe sous le signe des faux-semblants et des arrière-pensées : les objectifs des deux hommes sont contradictoires, mais pour un temps leurs stratégies et les moyens de les mettre en œuvre convergent.

> **Stresemann** est persuadé que l'Allemagne ne peut vaincre la France dans une lutte diplomatique frontale. C'est pourquoi il a mis fin à la résistance passive dans la Ruhr en 1923 et manifeste une très vive hostilité à l'égard des Nazis. Ministre des Affaires étrangères de 1924 à sa mort en 1929, il poursuit l'exécution du programme qu'il a exposé dans une célèbre lettre adressée au *Kronprinz* en 1925 : « A mon avis la politique allemande a trois grands buts pour le prochain avenir. D'abord la solution de la question rhénane dans un sens tolérable pour l'Allemagne [...]. En second lieu

la protection des dix à douze millions d'Allemands qui vivent aujourd'hui sous le joug étranger. Troisièmement, la rectification de nos frontières orientales [...] et à plus longue échéance le rattachement de l'Autriche.» Il y a là plus qu'un relent de pangermanisme: l'Allemagne dont rêve Stresemann est plus vaste que celle de 1914. Ce qui le distingue, c'est la méthode qui tient en un mot *«Finassieren»*, c'est-à-dire faire des concessions sur des points mineurs pour lancer un mouvement que l'adversaire ne pourra plus arrêter. Ce n'est donc pas de «finasserie» qu'il est question mais de «finesse». Pour y parvenir il compte sur l'aide des Anglo-Saxons et les milieux d'affaires internationaux.

Partisan de «la main au collet» en 1921, **Aristide Briand** s'est convaincu ensuite que la France n'avait ni les moyens matériels, ni les moyens politiques d'une telle attitude. En 1925 il répond à ses détracteurs qu'il fait «la politique de notre natalité». Il n'a aucune illusion sur les arrière-pensées de Stresemann, mais il espère que des concessions graduées conduiront l'Allemagne à reconnaître l'essentiel des traités, c'est-à-dire le perte de l'Alsace-Lorraine et le paiement des Réparations. Pour le reste, il entend utiliser la SDN et les principes de la sécurité collective pour empêtrer l'Allemagne dans un système multilatéral au sein duquel sa puissance aura moins de poids. Briand ne néglige pas pour autant les moyens classiques: il approuve la construction de la ligne Maginot et s'attache au renforcement des alliances de revers avec la Pologne et la Petite Entente. A l'instar de Wilson, Briand est un idéaliste animé de préoccupations réalistes.

L'idée de sécurité collective commence à s'imposer après la conférence de Londres. Herriot et Macdonald sont d'accord pour réformer le pacte de la SDN, mais le Britannique met en avant le désarmement et l'arbitrage obligatoire alors que Herriot veut rendre l'organisation plus efficace pour garantir la sécurité collective espérant aussi que la France pourra en inspirer la politique.

Ils se retrouvent pour en discuter. Le **Protocole de Genève** (Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux) de septembre 1924 est le résultat de leurs discussions. Le texte prévoit d'imposer l'arbitrage aux parties en litiges si elles ne le demandent pas d'elles-mêmes. Celle qui se dérobe ou refuse la décision est déclarée «agresseur», les sanctions militaires votées à la majorité des deux tiers doivent alors être appliquées par tous les membres. Le changement de majorité en Grande-Bretagne fait échouer le projet. C'est un coup dur pour Herriot qui n'a pas obtenu la garantie internationale des frontières françaises qu'il recherchait.

▸ **Le pacte de Locarno consolide la détente.** L'initiative de la conférence vient de Stresemann sur une suggestion de l'ambassadeur britannique à Berlin. Elle se déroule en octobre 1925 sur les bords du lac de Côme en présence de Mussolini, Vandervelde pour la Belgique, Austen Chamberlain, Briand et Stresemann.

Le principal résultat est un pacte de garantie mutuelle des frontières occidentales de l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie apportant également leur signature. Il est complété par quatre conventions d'arbitrage obligatoire entre l'Allemagne et ses voisins, France, Belgique, Pologne et Tchécoslovaquie. C'est un progrès considérable pour la France puisque l'Allemagne accepte librement les frontières de 1919 et promet de ne pas remilitariser la Rhénanie. L'Allemagne obtient en échange l'évacuation anticipée de la Rhénanie (ce qui interdit à la France toute nouvelle prise de gage) et un siège de membre permanent au Conseil de la SDN. Elle reprend ainsi sa place dans le concert des nations et efface l'une des humiliations de Versailles. Les États-Unis soutiennent le processus en sous-main puisque Coolidge fait savoir que la poursuite des prêts à l'Europe dépend de la signature du pacte.

Les accords de Locarno sont sans doute un substitut intéressant au protocole de Genève mais ils ont l'inconvénient de ne pas s'intégrer au cadre de la SDN. D'autre part, Paris s'est mis en porte à faux avec ses alliés polonais et tchécoslovaques qui ont le sentiment d'avoir été sacrifiés sur l'autel des intérêts égoïstes de la France. En accord sur ce point avec les Polonais, Stresemann refuse le principe d'un « Locarno oriental », ce qui ne l'empêche pas de renforcer les échanges commerciaux avec ses voisins de l'Est et d'esquisser une « diplomatie du mark ». Ainsi propose-t-il sans succès à la Belgique le rachat les cantons d'Eupen et Malmédy moyennant 50 millions de dollars. Lors de la **rencontre de Thoiry en septembre 1928**, Stresemann offre à Briand de verser par anticipation une annuité des Réparations pour aider au redressement du franc, en contrepartie la France évacuerait par anticipation la rive gauche du Rhin. En 1927, le sidérurgiste luxembourgeois Émile Mayrisch lance le Cartel international de l'acier dont la finalité est de réduire les risques de surproduction : des quotas sont fixés (40,5 % pour l'Allemagne, 32 % pour la France, 12,5 % pour la Belgique, etc. Mais les industriels britanniques ne sont pas conviés). En 1927 encore, est signé le traité de commerce franco-allemand qui remplace les dispositions du traité de Versailles : les deux pays s'accordent la clause de la nation la plus favorisée et des avantages particuliers dans certains domaines (agriculture, textiles et produits sidérurgiques pour la France, produits chimiques, mécanique et constructions électriques pour l'Allemagne). Alors que la mésentente cordiale se prolonge entre Paris et Londres, ce rapprochement met en question le rôle d'arbitre européen du gouvernement britannique. On voit alors Chamberlain se rendre en Italie pour rencontrer Mussolini à Gênes en 1927 afin de ne pas se retrouver sans appui sur le continent.

▸ **L'esprit de Locarno redonne vie à la sécurité collective : de 1924 à 1930 la SDN connaît son apogée.** La réception de l'Allemagne à la SDN en septembre 1926 conforte la crédibilité de l'organisation et donne lieu à des discours pompeux comme celui de Briand : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage et à la paix ! ». Les ministres des Affaires étrangères des grandes puissances prennent dès lors l'habitude de se retrouver à l'Assemblée générale annuelle de l'organisation qui se tient à Genève en septembre. Ils y retrouvent les puissances de second rang qui s'efforcent de profiter de la démocratie internationale pour s'affirmer (la Pologne se hisse ainsi parmi les grands en 1926 en obtenant d'être perpétuellement réélue au Conseil pour compenser le siège de membre permanent accordé à l'Allemagne). La SDN est essentiellement un lieu de rencontre commode à une époque où les voyages internationaux demeurent compliqués. Toutefois le règlement du conflit gréco-bulgare en 1925 montre que l'organisation peut être efficace dès lors qu'il existe une volonté politique clairement affirmée : conformément aux statuts, Briand, président du Conseil de la SDN, organise un arbitrage international et le fait respecter en menaçant d'appliquer des sanctions. Dans le domaine économique la SDN est chargée d'organiser des emprunts internationaux au profit de l'Au-

triche en 1922, puis la Hongrie en 1924 et la Bulgarie en 1926 et 1928, afin de constituer l'encaisse de leurs banques centrales. C'est alors le temps des projets grandioses mais irréalistes.

**Le pacte Briand-Kellogg signé en 1928** est né d'une initiative de Briand soucieux d'impliquer les États-Unis dans un accord international même s'ils refusent tout engagement contraignant. Le texte en est tout à fait anodin : les deux pays affirment renoncer à la guerre comme moyen politique mais aucune sanction n'est prévue en cas d'infraction sinon la réprobation internationale. 15 pays viennent le signer à Paris le 27 août 1928, tous les autres finiront par y souscrire.

**Le projet de fédération européenne présenté en 1929** part du constat d'un certain essoufflement de l'esprit de Locarno : les relations franco-allemandes restent empreintes de méfiance (Stresemann tient Poincaré pour responsable de l'échec de Thoiry et finance la campagne électorale de quelques-uns de ses adversaires lors des élections de 1928). Plus grave, Stresemann commence à soulever la question des minorités germanophones d'Europe centrale. Afin de contourner ces obstacles Briand lance l'idée d'une confédération européenne chargée de la protection des minorités et dotée d'une cour de justice ainsi que d'une organisation militaire ; elle serait complétée par une union douanière et monétaire très vaguement esquissée et des politiques économiques sectorielles. L'accueil va de l'indifférence plus ou moins ironique à la plus franche hostilité, certains journaux allemands voyant dans ce projet un simple habillage de l'impérialisme français...

L'année 1929 marque l'apogée et la fin de la détente internationale. Les historiens et les spécialistes des relations internationales discutent encore pour savoir si la paix aurait pu se consolider s'il n'y avait pas eu la crise économique. Il n'y a naturellement aucune réponse à ce type d'interrogation. On doit se borner à constater l'existence d'une rupture historique que souligne symboliquement la disparition en quelques semaines des grands hommes des années vingt : Foch et Clemenceau, Stresemann et Poincaré. Briand leur survit jusqu'en 1932, assez longtemps pour voir l'effondrement de son œuvre.

## Approfondir

### LECTURES


- R. Girault, R. Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941,* Paris, Masson, 1988. Ouvrage de base pour les relations internationales sous tous leurs aspects (politiques, économiques, sociaux, culturels, etc.) durant toute la période. Il faut consulter particulièrement les chapitres 3, 5 et 6.
- J. Bariéty, R. Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975,* Paris, A. Colin, 1977.
- P. Guillaume, G. Delfaud, *Nouvelle histoire économique,* t. 2 : *Le XX^e siècle,* Paris, A. Colin, 1992. Cet ouvrage très clair fournit la plupart des éclaircissements nécessaires sur les questions financières et économiques.
- Vous pouvez aussi consulter : P. Léon, *Histoire économique du monde,* t. 5 (sous la direction de G. Dupeux), *Guerres et crises, 1914-1947,* Paris, A. Colin, 1976.